ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Δεκεμβρίου **1950**	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου **298**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Νόμοι

Ν. 1600. Περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 10 Ἀπριλίου 1926 Διεθνοῦς Συμβάσεως «περὶ ἑνοποιήσεως κανόνων τινῶν ἀφορώντων τὰς ἀσυδοσίας τῶν Κρατικῶν πλοίων» καὶ τοῦ ἀπὸ 24 Μαΐου 1934 Πρωτοκόλλου. 1

Διατάγματα

Περὶ καθορισμοῦ τῶν ἀποδοχῶν τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ταμείου Συντάξεων Μηχανικῶν καὶ Ἐργοληπτῶν Δημοσίων Ἔργων. 2

Περὶ κατεργασίας ἐγχωρίων σύκων καὶ ἀποσύκων πρὸς οἰνοπνευματοποίησιν. 3

Περὶ συστάσεως Πρεβαντορίου τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α. ἐν Κερκύρᾳ. 4

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 1600.

Περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 10 Ἀπριλίου 1926 Διεθνοῦς Συμβάσεως «περὶ ἑνοποιήσεως κανόνων τινῶν ἀφορώντων τὰς ἀσυδοσίας τῶν Κρατικῶν πλοίων» καὶ τοῦ ἀπὸ 24 Μαΐου 1934 Πρωτοκόλλου.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦνται ἡ ἐν Βρυξέλλαις τὴν 10 Ἀπριλίου 1926 ὑπογραφεῖσα Σύμβασις «περὶ ἑνοποιήσεως κανόνων τινῶν ἀφορώντων τὰς ἀσυδοσίας τῶν Κρατικῶν πλοίων» καὶ τὸ ἐν Βρυξέλλαις τὴν 24 Μαΐου 1934 ὑπογραφὲν πρόσθετον τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως Πρωτόκολλον, ὧν τὰ κείμενα παρατίθενται ἐν παραρτήματι τοῦ παρόντος εἰς τὴν Γαλλικὴν (αὐθεντικὸν κείμενον) καὶ ἐν μετα φράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1950.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Ὁ ἐπὶ τῆς Ἐμπορ. Ναυτιλίας Ὑπουργὸς
ΝΑΠΟΛ. ΖΕΡΒΑΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Δεκεμβρίου 1950.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
ΗΛ. ΛΑΓΑΚΟΣ

CONVENTION INTERNATIONALE

Pour L'Unification de certaines règles concernant les immunités des navires d'Etat.

Le Président du Reich Allemand, Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République du Brésil, le Président de la République du Chili, Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Chef de l'Etat Esthonien, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, Son Altesse Sérénissime le Gouverneur du Royaume de Hongrie, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur du Japon, le Président de la République de Lettonie, le Président de la République du Mexique, Sa Majesté le Roi de Norvège, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le Président de la République de Pologne, le Président de la République Portugaise, Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes et Sa Majesté le Roi de Suède.

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes concernant les immunités des navires d'Etat, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont désigné pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Monsieur le Président du Reich Allemand :

S.E. M. von Keller, Ministre d'Allemagne à Bruxelles.
Dr. Goes, Conseiller de Légation référendaire.
Dr. Richter, Conseiller au Ministère de la Justice du Reich ; Conseiller intime de régence.
M. Werner, Premier Conseiller de régence au Ministère des Affaires Economiques du Reich ; Conseiller intime de Justice.
M. Sieveking, Avocat.

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. Franck, Membre de la Chambre des Représentants ; Président du Comité Maritime International.
M. Le Jeune, Vice-Président du Comité Maritime International.
M. Sohr, Docteur en droit ; Professeur de Droit Maritime à l'Université de Bruxelles ; Secrétaire Général du Comité Maritime International.
M. Henri Rolin, Avocat ; Chef de Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères.

M. le Président de la République du Brésil :

M. de Primentel Brandao, Conseiller de l'Ambassade du Brésil à Bruxelles.

M. le Président de la République du Chili:

S.E.M. Armando Quezada, Ministre du Chili à Bruxelles

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande :

M.K Sindballe, Docteur en droit, Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Copenhague.

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

Don Lorenzo de Benito y Endara, Ancien professeur de Droit Commercial à l'Université de Madrid.
Don Miguel de Angulo y Riamon, lieutenant-auditeur de 1ère classe de la Marine de Guerre, Assesseur de la Direction de navigation et de pêche.
Don Juan Gomez Montejo, Officier premier du Corps technique d'Avocats de la Direction Générale de la Justice, des Cultes et des Affaires Générales au Ministère de Grâce et Justice.

M. le Chef de l'Etat Esthonien :

S.E.M. Charles Pusta, Ministre d'Esthonie à Bruxelles.

M. le Président de la République Française :

M. Degrand, Conseiller de l'Ambassade de la République française à Bruxelles.
M. de Ronsiers, Secrétaire Général du Comité des Armateurs de France.
M. Georges Ripert, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au de là des Mers, Empereur des Indes :

Sir Leslie Scott, K.C.M.P. Avocat Général de Sa Majesté.
L'Honorable Hugh Godley, du Bureau du Conseil parlementaire.
M. George P. Langton, Avocat, Secrétaire général du Comité Maritime International.
M.R.M. Greenwood, C.B.E.

Son Altesse Sérénissime le Gouverneur du Royaume de Hongrie :

M. le Comte Olivier Woracziczky, Baron de Pabienitz Chargé d'Affaires de Hongrie à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. François Berlingieri, Professeur de Droit maritime a l'Université de Gênes.
S.E. le Commandeur Charles Rossetti, Ministre Plénipotentiaire, Délégué italien aux Commissions fluviales internationales, Président du Comité Rhénan pour l'unification du droit privé fluvial.
M. Torquato Giannini, Professeur, Commissaire de l'Emigration.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. Mechiyoshi Nakanishi, Juge, Premier Président de la Cour d'Appel à Nagasaki.
M. Hiroynki Kawai, Conseiller, Ministre de l'Ambassade du Japon à Bruxelles.
M. Yasuo Ko, Capitaine de frégate, attaché naval à l'Ambassade du Japon, à Paris.
M. Nobukatsu Nagaska, Secrétaire au Ministère des Communications.

M. le Président de la République de Lettonie :

M. le Président de la République du Mexique :

S.E.M. le Dr. Rafael Cabrera, Ministre du Mexique à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Norvège :

M.E. Alten, Conseiller à la Cour Suprême.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

S.E. le Jonkheer van Vredenburch, Ministre des Pays-Bas à Bruxelles.
M. B.C.J. Loder, Juge à la Cour permanente de Justice Internationale.
M. C.D. Asser, Ir. Avocat.
M.G.van Slooten, Membre de la Haute Cour Militaire de Justice, Conseiller à la Cour d'Appel.

M. le Président de la République de Pologne et la Ville Libre de Dantzig :

S.E.M. le Comte Szembek, Ministre de Pologne à Bruxelles.
M. Jean Namithiewicz, Juge-Arbitre polonais au Tribunal Arbitral Mixte germano-polonais ; Conseiller à la Cour d'Appel ; Professeur à l'Université de Varsovie.

M. le Président de la République Portugaise :

S.E.M.J. Batalha de Freitas, Ministre de Portugal à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Bals, Conseiller à la Cour de Cassation.
S.E.M. Gontzesco, Ministre Plénipotentiaire et Envoyé Extraordinaire, Délégué à la Commission Internationale du Danube.

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :

S.E.M. Yovan Voutchovitch, Ministre du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ;
M. Milorad Straznicky, Docteur en droit, Professeur à la faculté de droit de l'Université de Zagreb,

M. Ante Verona, Docteur en droit, Ancien Vice-Président de la Cour de Cassation à Zagreb, Professeur à l'Université de Zagreb.

Sa Majesté le Roi de Suède :

M. Alget Johan Fredrik Bagge, Conseiller Référendaire à la Cour Suprême.

Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les navires de mer appartenant aux Etats ou exploités par eux, les cargaisons leur appartenant, les cargaisons et passagers transportés par les navires d'Etat, de même que les Etats qui sont propriétaires de ces navires ou qui les exploitent, ou qui sont propriétaires de ces cargaisons, sont soumis, en ce qui concerne les réclamations relatives à l'exploitation de ces navires ou au transport de ces cargaisons, aux mêmes règles de responsabilité et aux mêmes obligations que celles applicables aux navires, cargaisons et armements privés.

Article 2.

Pour ces responsabilités et obligations les règles concernant la compétence des tribunaux, les actions en justice et la procédure, sont les mêmes que pour les navires de commerce appartenant à des propriétaires privés et que pour les cargaisons privées et leurs propriétaires.

Article 3.

1. Les dispositions des deux articles précédents ne sont pas applicables aux navires de guerre, aux yachts d'Etat, navires de surveillance, bateaux-hôpitaux, navires auxiliaires, navires de ravitaillement et autres bâtiments appartenant à un Etat ou exploités par lui et affectés exclusivement, au moment de la naissance de la créance, à un service gouvernemental et non commercial, et ces navires ne seront pas l'objet de saisies, d'arrêts ou de détentions par une mesure de justice quelconque ni d'aucune procédure judiciaire "in rem".

Toutefois les intéressés ont le droit de porter leurs réclamations devant les tribunaux compétents de l'Etat, propriétaire du navire ou l'exploitant, sans que cet Etat puisse se prévaloir de son immunité :

1o) pour les actions du chef d'abordage ou d'autres accidents de navigation ;

2o) pour les actions du chef d'assistance, de sauvetage et d'avaries communes ;

3) pour les actions du chef de réparation, fournitures ou autres contrats relatifs au navire.

2. Les mêmes règles s'appliquent aux cargaisons appartenant à un Etat et transportées à bord des navires ci-dessus visés.

3. Les cargaisons appartenant à un Etat et transportées à bord des navires de commerce, dans un but gouvernemental et non commercial, ne seront pas l'objet de saisies, arrêts ou détentions par une mesure de justice quelconque, ni d'aucune procédure judiciaire "in rem".

Toutefois, les actions du chef d'abordage et d'accident nautique, d'assistance et de sauvetage et d'avaries communes, ainsi que les actions du chef des contrats relatifs à ces cargaisons pourront être poursuivies devant le Tribunal ayant compétence en vertu de l'article 2.

Article 4.

Les Etats pourront invoquer tous les moyens de défense, de prescription et de limitation de responsabilité dont peuvent se prévaloir les navires privés et leurs propriétaires.

S'il est nécessaire d'adapter ou de modifier les dispositions relatives à ces moyens de défense, de prescription et de limitation en vue de les rendre applicables aux navires de guerre ou aux navires d'Etat rentrant dans les termes de l'article 3, une convention spéciale sera conclue à cet effet. En attendant les mesures nécessaires pourront être prises par les lois nationales en se conformant à l'esprit et aux principes de la présente convention.

Article 5.

Si dans le cas de l'article 3 il y a, dans le sentiment du Tribunal saisi, un doute au sujet de la nature gouvernementale et non commerciale du navire ou de la cargaison, l'attestation signée par le représentant diplomatique de l'Etat contractant auquel appartient le navire ou la cargaison, produite à l'intervention de l'Etat devant les Cours et Tribunaux duquel le litige est pendant, vaudra preuve que le navire ou la cargaison rentre dans les termes de l'article 3, mais seulement en vue d'obtenir la main levée de saisies, d'arrêts ou de détentions ordonnés par justice.

Article 6.

Les dispositions de la présente convention seront appliquées dans chaque Etat contractant sous la réserve de ne pas en faire bénéficier les Etats non contractants et leurs ressortissants, ou d'en subordonner l'application à la condition de réciprocité.

D'autre part, rien n'empêche un Etat contractant de régler par ses propres lois les droits accordés à ses ressortissants devant ses tribunaux.

Article 7.

En temps de guerre chaque Etat contractant se réserve le droit, par une déclaration notifiée aux autres Etats contractants, de suspendre l'application de la présente convention, en ce sens qu'en pareil cas, ni les navires lui appartenant ou exploités par lui, ni les cargaisons lui appartenant ne pourront être l'objet d'aucun arrêt, saisie ou détention par une Cour de Justice étrangère. Mais le créancier aura le droit d'intenter son action devant le Tribunal compétent en vertu des articles 2 et 3.

Article 8.

Rien dans la présente convention ne porte atteinte aux droits des Etats contractants de prendre les mesures que peuvent commander les droits et devoirs de la neutralité.

Article 9.

A l'expiration du délai de deux ans au plus tard, à compter du jour de la signature de la Convention, le Gouvernement belge entrera en rapport avec les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes qui se seront déclarées prêtes à la ratifier, à l'effet de faire décider s'il y a lieu de la mettre en vigueur. Les ratifications seront déposées à Bruxelles à la date qui sera fixée de commun accord entre les dits Gouvernements. Le premier dépôt de ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des Etats qui y prendront part et par le Ministre des Affaires Etrangéres de Belgique.

Les dépôts ultérieurs se feront au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement belge et accompagnée de l'instrument de ratification.

Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratification, des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification qui les accompagnent sera immédiatement, par les soins du Gouvernement belge et par la voie diplomatique, remise aux Etats qui ont signé la présente Convention ou qui y auront adhéré. Dans les cas visés à l'alinéa précédent, le dit Gouvernement fera connaître, en même temps, la date à la quelle il a reçu la motification.

Article 10.

Les Etats non signataires pourront adhérer à la présente Convention, qu'ils aient été ou non représentés à la Conférence internationale de Bruxelles.

L'Etat qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement belge, en lui transmettant l'acte d'adhésion, qui sera déposé dans les archives du dit Gouvernement.

Le Gouvernement belge transmettra immédiatement à tous les Etats signataires ou adhérents, copie certifiée conforme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes peuvent, au moment de la signature, du dépôt des ratifications ou lors de leur adhésion, déclarer que l'acceptation qu'elles donnent à la présente Convention ne s'applique pas, soit à certains, soit à aucun des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer, se trouvant sous leur souveraineté ou autorité. En conséquence, elles peuvent ultérieurement adhérer séparément au nom de l'un ou de l'autresde ces Dominions autonomes, colonies, possessions protectorats ou territoires d'outre-mer, ainsi exclus dans leur déclaration originale. Elles peuvent aussi, en se conformant à ces dispositions , dénoncer la présente Convention, séparément pour l'un ou plusieurs des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer se trouvant sous leur souveraineté ou autorité.

Article 12.

A l'égard des Etats qui auront participé au premier dépôt de ratifications, la présente Convention produira effet un an après la date du procès-verbal de ce dépôt. Quant aux Etats qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront, ainsi que dans les cas où la mise en vigueur se fera ultérieurement et selon l'article 11, elle produira effet six mois après que les notifications prévues à l'article 9, alinéa 2, et à l'article 10, alinéa 2, auront été reçues par le Gouvernement belge.

Article 13.

S'il arrivait qu'un des Etats contractants voulût dénoncer la présente Convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement belge, qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à tous les autres Etats, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation produira ses effets à l'égard de l'Etat seul qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement belge.

Article 14.

Chaque Etat contractant aura la faculté de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence, dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient être apportées, à la présente convention.

Celui des Etats qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier un an à l'avance son intention aux autres Etats, par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la conférence

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 10 avril 1926

Pour l'Allemagne :
(s) von Keller.
(s) Goes.
(s) Richter.
(s) Werner.
Pour la Belgique :
(s) Louis Franck.
(s) Henri Rolin.
v(s) Sohr.
Pour le Brésil :
(s) M. de Pimentel Brandao (ad referendum)
Pour le Chili :
(s) Armando Quezada.
Pour le Danemark :
(s) Kristian Sindballe.
Pour l'Espagne : Ad referendum.
(s) L. Benito.
(s) Miguel de Angulo.
(s) Juan Gomez Montejo.
Pour l'Esthonie :
(s) Ch. Pusta.
Pour la France :
(s) Degrand.
(s) Paul de Ronsiers.
(s) Georges Ripert.
Pour la Grande-Bretagne :
(s) Leslie Scott (ad ref.).
(s) Hugh Godley (ad. ref.).
Pour la Hongrie :
(s) Woracziczky.
Pour l'Italie :
(s) Berlingieri.
(s) Carlo Rossetti.
(s) Torquato Giannini.
Pour le Japon :
Pour la Lettonie :
Pour le Mexique :
(s) Raf Cabrera (ad referendum).
Pour la Norvège :
(s) E. Alten.
Pour les Pays-Bas :
(s) van Vredenburch.
(s) Loder.
(s) Asser.
(s) G. van Slooten.
Pour la Pologne et la Ville Libre de Dantzig :
Pour la Pologne seulement :
(s) Szembek.
(s) J. Namithiewicz.
Pour le Portugal :
(s) Alb. d'Oliveira.
Pour la Roumanie : ad ref.
(s) Bals.
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
(s) Milorad Straznicky.
(s) A. Verona.
(s) Yovan Voutchovitch, Ministre des Serbes Croates et Slovènes.
Pour la Suède : Ad referendum.
(s) Alget Bagge.

PROTOCOLE

Signé à Bruxelles, le 24 mai 1934, additionnel à la Convention Internationale pour l'Unification de certaines Règles concernant les Immunités des Navires d'Etat, signée à Bruxelles, le 10 avril 1926.

Les Gouvernements signataires de la Convention Internationale pour l'Unification de certaines Règles concernant les Immunités des Navires d'Etat, ayant reconnu la nécessité de préciser certaines dispositions de cet Acte, ont nommé les plénipotentiaires soussignés, lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

1.

Des doutes, s'étant élevés quant au point de savoir si, et dans quelle mesure, les mots »exploités par lui» à l'article 3 de la Convention, s'appliquent ou pourraient être interprétés comme s'appliquant aux navires

affrêtés par un Etat, soit à temps, soit au voyage, la déclaration ci-dessous est faite en vue de dissiper ces doutes:

»Les navires affrêtés par les Etats, soit à temps soit au voyage, pourvu qu'ils soient affectés exclusivement à un service gouvernemental et non commercial, ainsi que les cargaisons que ces navires transportent ne peuvent être l'objet de saisies, d'arrêts ou de détentions quelconques, mais cette immunité ne porte aucun préjudice à tous autres droits ou recours pouvant appartenir aux intéressés. Une attestation délivrée par le représentant diplomatique de l'Etat en cause, de la manière prévue à l'article 5 de la Convention, doit valoir également en ce cas preuve de la nature du service auquel le navire est affecté».

II

Pour l'exception prévue à l'article 3, paragraphe I, il est entendu que la propriété du navire acquise à l'Etat ou l'exploitation du navire effectuée par l'Etat au moment des mesures de saisie, d'arrêt ou de détention sont assimilées à la propriété existant ou à l' exploitation pratiquée au moment de la naissance de la créance.

En conséquence, cet article pourra être invoqué par les Etats en faveur des navires leur appartenant ou exploités par eux, au moment des mesures de saisie, d'arrêt ou de détention, si ils sont affectés à un service exclusivement gouvernemental et non commercial.

III

Il est entendu que rien dans les dispositions de l'article 5 de la Convention n'empêche les Gouvernements intéressés de comparaître eux-mêmes, en se conformant à la procédure prévue par les lois nationales, devant la juridiction saisie du litige et d'y produire l'attestation prévue audit article.

IV

La Convention n'affectant en rien les droits et obligations des belligérants et des neutres, l'article 7 ne porte préjudice en aucune manière à la juridiction des cours de prises dûment constituées.

V

Il est entendu que rien dans les dispositions de l'article 2 de la Convention ne limite et n'affecte en aucune manière l'application de règles nationales de procédure dans les affaires ou l'Etat est Partie.

VI

Lorsque se pose la question de preuves à administrer ou de documents à produire, si de l'avis du Gouvernement intéressé, semblables preuves ne peuvent être administrées ou semblables documents produits sans qu'il en résulte un préjudice pour des intérêts nationaux, ledit Gouvernement pourra s'abstenir en invoquant la sauvegarde de ces intérêts nationaux.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont signé le présent Protocole additionnel qui sera considéré comme faisant partie intégrante de la Convention du 10 avril 1926 auquel il se rapporte.

Fait à Bruxelles, le 24 mai 1934, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement belge.

Pour l'Allemagne:
(s.) Graf Adelmann v. Adelmannsfelden
Pour la Belgique:
(s.) Hymans.
Pour le Brésil:
(s.) Octavio Fialho.
Pour le Chili:
(s.) J. Valdès-Mendeville.
Pour le Danemark:
(s.) O. Krag.
Pour l'Espagne:
(s) M. Aguirre de Carcer.
Pour l'Estonie:
(s.) Otto Strandman.
Pour la France:
(s.) P. Claudel.
Pour la Grande Bretagne et l'Irlande du Nord:
(s.) Esmond Ovey.
Pour la Hongrie:
(s.) Comte Olivier Woraczieski.
Pour l'Italie:
(s.) Vannutelli-Rey.
Pour le Mexique:
(s.) G. W. Santos.
Pour la Norvège:
(s.) W. M. Johannessen.
Pour les Pays-Bas:
(s.) Tjarda van Starkenborgh.
Pour la Pologne:
(s.) Tadeusz Jackowski.
Pour le Portugal:
(s.) Alb. d'Oliveira.
Pour la Roumanie:
(s.) D. Ghika.
Pour la Suède:
(s.) G. de Dardel.
Pour la Yougoslavie:
(s.) P. Péchitch.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Διὰ τὴν ἐνοποίησιν κανόνων τινῶν ἀφορώντων τὰς ἀσυδοσίας τῶν Κρατικῶν πλοίων, ὑπογραφεῖσα ἐν Βρυξέλλαις τὴν 10ην Ἀπριλίου 1926.

Ὁ Πρόεδρος τοῦ Γερμανικοῦ Κράτους, ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῶν Βέλγων, ὁ Πρόεδρος τῆς Δημοκρατίας τῆς Βενεζουέλας, ὁ Πρόεδρος τῆς Δημοκρατίας τῆς Χιλῆς, ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Δανίας καὶ τῆς Ἰσλανδίας, ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Ἱσπανίας, ὁ Ἀρχηγὸς τοῦ Ἐσθονικοῦ Κράτους, ὁ Πρόεδρος τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Ἰρλανδίας καὶ τῶν Βρεττανικῶν πέραν τῶν Θαλασσῶν Κτήσεων-Αὐτοκράτωρ τῶν Ἰνδιῶν, ἡ Αὐτοῦ Γαληνιωτάτη Ὑψηλότης ὁ Κυβερνήτης τοῦ Βασιλείου τῆς Οὐγγαρίας, ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Ἰταλίας, ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Αὐτοκράτωρ τῆς Ἰαπωνίας, ὁ Πρόεδρος τῆς Δημοκρατίας τῆς Λεττονίας, ὁ Πρόεδρος τῆς Δημοκρατίας τοῦ Μεξικοῦ, ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Νορβηγίας, ἡ Αὐτῆς Μεγαλειότης ἡ Βασίλισσα τῶν Κάτω Χωρῶν, ὁ Πρόεδρος τῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, ὁ Πρόεδρος τῆς Πορτογαλλικῆς Δημοκρατίας, ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Ρουμανίας, ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῶν Σέρβων, Κροατῶν καὶ Σλοβένων καὶ ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Σουηδίας.

Ἀναγνωρίσαντες τὴν ὠφέλειαν τοῦ ἀπὸ κοινοῦ συμφώνου καθορισμοῦ ἐνιαίων τινων κανόνων, ἀφορώντων τὰς ἀσυδοσίας τῶν Κρατικῶν πλοίων, ἀπεφάσισαν νὰ συνάψωσι πρὸς τοῦτο σύμβασιν καὶ διώρισαν ὡς Πληρεξουσίους αὐτῶν τοὺς ἑπομένους ἤτοι:

Ὁ Κύριος Πρόεδρος τοῦ Γερμανικοῦ Κράτους:

Τὴν Α.Ε. κ. Φὸν Κέλλερ (Von Keller), Πρεσβευτὴν τῆς Γερμανίας ἐν Βρυξέλλαις.

Δρα Γκόες (Dr Goes), Σύμβουλον Πρεσβείας, Ἐλεγκτὴν

Δρα Ρίχτερ (Dr Richter), Σύμβουλον Ὑπουργείου Δικαιοσύνης τοῦ Κράτους, Ἐσωτερικὸν Σύμβουλον Ἀντιβασιλείας.

κ. Βέρνερ (M. Werner), πρῶτον Σύμβουλον Ἀντιβασιλείας Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Κράτους, Ἐσωτερικὸν Σύμβουλον Δικαιοσύνης.

κ. Σίεβεκιγκ (M. Sieveking), δικηγόρον.

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῶν Βέλγων τούς:

κ. Φράνκ (M. Franck), Μέλος τῆς Βουλῆς τῶν Ἀντιπροσώπων, Πρόεδρον τῆς Διεθνοῦς Ναυτικῆς Ἐπιτροπῆς·

κ. Λε Ζιὸν (M. Le Zeune), Ἀντιπρόεδρον τῆς Διεθνοῦς Ναυτικῆς Ἐπιτροπῆς.

κ. Σόρ (M. Sohr), Διδάκτορα τῆς Νομικῆς, Καθηγητὴν τοῦ Ναυτικοῦ Δικαίου τοῦ Πανεπιστημίου τῶν Βρυξελλῶν, Γενικὸν Γραμματέα τῆς Διεθνοῦς Ναυτικῆς Ἐπιτροπῆς.

κ. Ἐρρῖκον Ρολὲν (M. Henri Rolin), Δικηγόρον, Διευθυντὴν τοῦ Γραφείου τοῦ Ὑπουργοῦ ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν.

Ὁ κ. Πρόεδρος τῆς Δημοκρατίας τῆς Βραζιλίας τὸν:

κ. Ντὲ Πίμεντελ Μπράντεο (M. Pimantel Brandao), Σύμβουλον τῆς ἐν Βρυξέλλαις Πρεσβείας τῆς Βραζιλίας·

Ὁ κ. Πρόεδρος τῆς Δημοκρατίας τῆς Χιλῆς τήν:

Α.Ε. τὸν κ. Ἀρμάνδον Κουεζάντα (S.E.M. Armando Quezada), Πρεσβευτὴν τῆς Χιλῆς ἐν Βρυξέλλαις.

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Δανίας καὶ Ἰσλανδίας τόν:

κ. Κ. Σὶντμπάλλε (M. K. Sindballe), Διδάκτορα τῆς Νομικῆς, Καθηγητὴν τῆς Νομικῆς Σχολῆς τοῦ Πανεπιστημίου τῆς Κοπεγχάγης.

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Ἱσπανίας τούς:

Δὸν Λορέντζον Ντε Μπενίτο ὁ Ἐνδόρα (Don Lorenzo di Benito y Endora), πρώην Καθηγητὴν τοῦ Ἐμπορικοῦ Δικαίου τοῦ Πανεπιστημίου τῆς Μαδρίτης.

Δὸν Μιγκουέλ ντὲ Ἄγγουλο ὁ Ριαμὸν (Don Miguel di Angulo y Riamon), Ἀναπληρωτὴν-Ὑποπλοίαρχον Α' Τάξεως Πολεμικοῦ Ναυτικοῦ, Πάρεδρον παρὰ τῇ Διευθύνσει Ναυτιλίας καὶ Ἁλιείας.

Δὸν Ζουὰν Γκομὲζ Μοντέγιο (Don Juan Gomez Montejo), Πρῶτον Ἀξιωματικὸν τοῦ Τεχνικοῦ Σώματος δικηγόρον τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως τῆς Δικαιοσύνης, Θρησκευμάτων καὶ τῶν Γενικῶν Ὑποθέσεων Ὑπουργείου Χάριτος καὶ Δικαιοσύνης.

Ὁ κ. Ἀρχηγὸς τοῦ Ἐσθονικοῦ Κράτους τήν:

Α.Ε. τὸν κ. Κάρολον Ποῦστα (S.E.M. Charles Pousta), Πρεσβευτὴν τῆς Ἐσθονίας ἐν Βρυξέλλαις.

Ὁ κ. Πρόεδρος τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας τούς:

κ. Ντεγκρὰν (M. Degrand), Σύμβουλον τῆς ἐν Βρυξέλλαις Πρεσβείας τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας.

κ. Ντὲ Ρονσιὲρ (M. de Ronsiers), Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Εφοπλιστῶν Γαλλίας.

κ. Γεώργιον Ρίπερ (M. Georges Ripert), Καθηγητὴν τῆς Νομικῆς Σχολῆς τῶν Παρισίων.

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου καὶ τῆς Ἰρλανδίας καὶ τῶν πέραν τῶν Θαλασσῶν Βρεττανικῶν Κτήσεων, Αὐτοκράτωρ τῶν Ἰνδιῶν, τούς:

Σὶρ Λέσλι Σκοὸττ Κ.Σ.Μ.Ρ. Γενικὸν Δικηγόρον (Εἰσαγγελέα) τῆς Αὐτοῦ Μεγαλειότητος.

Τὸν Ἔντιμον Χιούγκ Γκόντλευ, ἐκ τοῦ Γραφείου τοῦ Κοινοβουλευτικοῦ Συμβουλίου.

κ. Γεώργιον Π. Λάγκτον (M. Georges P. Lington), Δικηγόρον, Γραμματέα Γενικὸν τῆς Διεθνοῦς Ναυτικῆς Ἐπιτροπῆς.

κ. P. M. Γκρέενβοοντ (M. R. M. Greenwood) C. B. E

Ἡ Αὐτοῦ Γαληνιωτάτη Ὑψηλότης ὁ Κυβερνήτης τοῦ Βασιλείου τῆς Οὐγγαρίας, τόν:

κ. Κόμητα Ὀλιβιὲ Βορακζίκζιου, Βαρῶνον ντὲ Παμπίενττζ (M. le Conte Olivier Woracziezky Baron de Pabienitz), Ἐπιτετραμμένον τῆς Οὐγγαρίας ἐν Βρυξέλλαις.

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Ἰταλίας, τούς:

κ. Φραγκῖσκον Μπερλιντζιέρι (M. Francois Berlinzieri), Καθηγητὴν τοῦ Ναυτικοῦ Δικαίου εἰς τὸ Πανεπιστήμιον τῆς Γενούης.

Τὴν Α.Ε. τὸν Ταξιάρχην Κάρολον Ρωσσέτην (S. E. Le Commidenr Charles Rossetti), Πληρεξούσιον Ὑπουργόν, Ἰταλὸν Ἀντιπρόσωπον εἰς τὰς Διεθνεῖς ποταμίους Ἐπιτροπάς, Πρόεδρον τῆς Ἐπιτροπῆς Ρήνου διὰ τὴν ἐνοποίησιν τοῦ ποταμίου ἰδιωτικοῦ δικαίου.

κ. Τορκουάτο Ζιαννίνη (M. Torquato Giannini), Καθηγητήν, Ἐπίτροπον τῆς Ἀποδημίας.

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Αὐτοκράτωρ τῆς Ἰαπωνίας τούς:

κ. Μεσιγιόσι Νακανίσι (M. Mechiyoshi Nakanishi), Δικαστὴν, Πρῶτον Πρόεδρον τοῦ Ἐφετείου τοῦ Ναγκασάκι.

κ. Χιρούνκι Καβάϊ (M. Hiroynki Kawai), Σύμβουλον, Πρεσβευτὴν τῆς Ἰαπωνίας ἐν Βρυξέλλαις.

κ. Ὑάσουο Κο (M. Yasuo Ko), Πλωτάρχην, Ναυτικὸν Ἀκόλουθον παρὰ τῇ ἐν Παρισίοις Πρεσβείᾳ τῆς Ἰαπωνίας.

κ. Νομπούκατσου Νογκάσκα (M. Nobukatsu Nagaska), Γραμματέα τοῦ Ὑπουργείου τῶν Συγκοινωνιῶν.

Ὁ κ. Πρόεδρος τῆς Δημοκρατίας τῆς Λεττονίας,

Ὁ κ. Πρόεδρος τῆς Δημοκρατίας τοῦ Μεξικοῦ τήν:

Α.Ε. τὸν κ. Δρα Ραφαὴλ Καμπρέρα (S. E. M. Led Rafael Cabrera), Πρεσβευτὴν τοῦ Μεξικοῦ ἐν Βρυξέλλαις.

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Νορβηγίας τόν:

κ. Ε. Ἄλτεν, Σύμβουλον εἰς τὸ Ἀνώτατον Δικαστήριον

Ἡ Αὐτῆς Μεγαλειότης ἡ Βασίλισσα τῶν Κάτω Χωρῶν τούς:

Α.Ε. τὸν Ζόνκεερ Βὰν Βρεντενμπούρχ (S.A. Le Jonkheur Van Vredenburch), Πρεσβευτὴν τῶν Κάτω Χωρῶν ἐν Βρυξέλλαις.

κ. Β. Σ. Ι. Λόντερ (B.S.J.), Δικαστὴν εἰς τὸ μόνιμον Διεθνὲς Δικαστήριον.
κ. Σ. Δ. Ἄσσερ Ιρ. Δικηγόρον (C. D. Asserd ir).
κ. Γ. Βὰν Σλόστεν (M. G. Van Slosten). Μέλος τοῦ Ἀνωτάτου Στρατιωτικοῦ Δικαστηρίου, Ἐφέτην.

Ὁ κ. Πρόεδρος τῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας καὶ ἡ Ἐλευθέρα Πόλις τοῦ Δάντσιγκ τούς:
Α.Ε. τὸν κ. Κόμητα Σζεμπέκ (S. E Le Conte Szembek), Πρεσβευτὴν τῆς Πολωνίας ἐν Βρυξέλλαις.
κ. Ἰωάννην Ναμιθίεβιτς (M. Jean Namithiewiez), Παλαιὸν Δικαστὴν-Διαιτητὴν τοῦ Γερμανο-Πολωνικοῦ Μικτοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου, Ἐφέτην, Καθηγητὴν τοῦ Πανεπιστημίου τῆς Βαρσοβίας.

Ὁ κ. Πρόεδρος τῆς Πορτογαλλικῆς Δημοκρατίας τόν:
Α.Ε. κ. Ι. Βατάλχα ντὲ Φρέϊτας (S.A.M. J. Batalha de Freitas), Πρεσβευτὴν τῆς Πορτογαλλίας ἐν Βρυξέλλαις.

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Ρουμανίας τούς:
κ. Μπάλς, Σύμβουλον τοῦ Ἀκυρωτικοῦ (Ἀρεοπαγίτην)·
Α.Ε. κ. Γκοντσέσκο (S.A. M. Gontzesco), Πληρεξούσιον Ὑπουργὸν καὶ Ἔκτακτον Ἀπεσταλμένον Ἐπιτετραμμένον εἰς τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν Δουνάβεως.

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῶν Σέρβων, Κροατῶν καὶ Σλοβένων τούς:
Α.Ε. κ. Ἰόβαν Βούτχοβιτς (S.E. M. Yovan Voutchovitch), Ὑπουργὸν τοῦ Βασιλείου τῶν Σέρβων, Κροατῶν καὶ Σλοβένων.
κ. Μελοράντ Στρανζνίκυ (M. Milorand Straznieky), Διδάκτορα τοῦ Δικαίου, Καθηγητὴν τῆς Νομικῆς Σχολῆς τοῦ Πανεπιστημίου τοῦ Ζάγκρεμπ.
κ. Ἄντο Βερόνα (M. Anto Verona), Διδάκτορα τοῦ Δικαίου, πρώην Ἀντιπρόεδρον τοῦ Ἀκυρωτικοῦ Δικαστηρίου τοῦ Ζάγκρεμπ, Καθηγητὴν ἐν τῷ Πανεπιστημίῳ τοῦ Ζάγκρεμπ.

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῆς Σουηδίας τόν
κ. Ἀλζέτ Ἰόχαν Φρειδερῖκον Μπάγκε (M. Alzet Johan Frederik Bagge), οἱ ὁποῖοι δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἑξῆς:

Ἄρθρον 1.

Τὰ Θαλασσοπλοοῦντα πλοῖα τὰ ἀνήκοντα εἰς τὰ Κράτη ἢ τὰ παρ' αὐτῶν ἐκμεταλλευόμενα, τὰ ἀνήκοντα εἰς αὐτὰ φορτία, τὰ διὰ τῶν Κρατικῶν πλοίων μεταφερόμενα φορτία καὶ ἐπιβάται, ὡς καὶ τὰ ἔχοντα τὴν κυριότητα τῶν πλοίων τούτων ἢ τὰ ἐκμεταλλευόμενα ταῦτα ἢ τὰ ἔχοντα τὴν κυριότητα τῶν φορτίων τούτων Κράτη, ὑπάγονται ὅσον ἀφορᾷ τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν πλοίων τούτων ἢ πρὸς τὴν μεταφορὰν τῶν φορτίων τούτων διεκδικήσεις, εἰς τοὺς ἰδίους κανόνας εὐθύνης καὶ εἰς τὰς ἰδίας ὑποχρεώσεις, αἵτινες ἔχουν ἐφαρμογὴν εἰς τὰ πλοῖα φορτία καὶ ἐφοπλιστικὰς ἐπιχειρήσεις ἰδιωτικῆς φύσεως.

Ἄρθρον 2.

Διὰ τὰς εὐθύνας καὶ ὑποχρεώσεις ταύτας, οἱ ἀφορῶντες τὴν ἁρμοδιότητα τῶν δικαστηρίων, τὰς ἀγωγὰς καὶ τὴν διαδικασίαν κανόνες εἶναι οἱ αὐτοὶ πρὸς τοὺς ἰσχύοντας διὰ τὰ ἀνήκοντα εἰς ἰδιώτας ἐμπορικὰ πλοῖα, ὡς καὶ διὰ τὰ ἰδιωτικὰ φορτία καὶ τοὺς ἰδιοκτήτας αὐτῶν.

Ἄρθρον 3.

1. Αἱ εἰς τὰ προηγούμενα δύο ἄρθρα διατάξεις δὲν τυγχάνουσιν ἐφαρμοστέαι διὰ τὰ πολεμικὰ πλοῖα, Κρατικὰς Θαλαμηγούς, πλοῖα ἐπιβλέψεως, πλοῖα-νοσοκομεῖα, βοηθητικὰ πλοῖα, πλοῖα ἀνεφοδιασμοῦ καὶ ἄλλα πλοῖα ἀνήκοντα εἰς Κράτος ἢ ἐκμεταλλευόμενα ὑπ' αὐτοῦ καὶ ἀποκλειστικῶς προοριζόμενα, κατὰ τὸν χρόνον τῆς γεννέσεως τῆς ἀπαιτήσεως, εἰς ὑπηρεσίαν κυβερνητικὴν καὶ οὐχὶ ἐμπορικήν, τὰ πλοῖα δὲ ταῦτα δὲν ὑπόκεινται εἰς κατασχέσεις, ἀπαγορεύσεις ἀπόπλου ἢ κατακρατήσεις δι' οἱουδήποτε μέτρου δικαστικοῦ, οὔτε δι' οἱασδήποτε δικαστικῆς διαδικασίας «In Rem».

Ἐν τούτοις οἱ ἐνδιαφερόμενοι ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ προσφεύγουν, διὰ τὰς διεκδικήσεις αὐτῶν, ἐνώπιον τῶν ἁρμοδίων τοῦ Κράτους δικαστηρίων, ἰδιοκτήτου τοῦ πλοίου ἢ ἐκμεταλλευτοῦ αὐτοῦ, χωρὶς νὰ δύναται τὸ Κράτος τοῦτο νὰ διατείνηται καὶ ἐπωφελῆται τῆς ἀσυδοσίας αὐτοῦ:

1ον) Διὰ τὰς ἀγωγὰς ἐκ συγκρούσεως ἢ δι' ἄλλα ἀτυχήματα κατὰ τὸν πλοῦν.

2ον) Διὰ τὰς ἀγωγὰς ἐπὶ βοηθείᾳ, ναυαγιαιρεσίᾳ καὶ κοιναῖς ἀβαρίαις.

3ον) Διὰ τὰς ἀγωγὰς ἐπὶ ἐπισκευῇ, προμηθείαις καὶ δι' ἄλλα σχετικὰ πρὸς τὸ πλοῖον συμβόλαια.

2. Οἱ αὐτοὶ κανόνες ἐφαρμόζονται διὰ τὰ ἀνήκοντα εἰς Κράτος φορτία, τὰ μεταφερόμενα διὰ τῶν ἄνω ἀναφερομένων πλοίων.

3. Τὰ εἰς Κράτος ἀνήκοντα καὶ διὰ ἐμπορικῶν πλοίων μεταφερόμενα φορτία, πρὸς σκοπὸν κυβερνητικὸν καὶ οὐχὶ ἐμπορικὸν δὲν ὑπόκεινται εἰς κατασχέσεις, ἀπαγορεύσεις ἀπόπλου ἢ κατακρατήσεις δι' οἱουδήποτε δικαστικοῦ μέτρου, οὔτε δι' οἱασδήποτε δικαστικῆς διαδικασίας «In Rem».

Ἐν τούτοις, αἱ ἀγωγαὶ ἐκ συγκρούσεως καὶ ναυτικοῦ ἀτυχήματος, βοηθείας καὶ ναυαγιαιρεσίας καὶ ἐκ κοινῶν ἀβαριῶν ὡς καὶ αἱ ἀγωγαὶ ἐκ σχετικῶν πρὸς τὰ φορτία ταῦτα συμβολαίων δύνανται νὰ ἀσκῶνται ἐνώπιον τοῦ δυνάμει τοῦ ἄρθρου 2ου ἁρμοδίου Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 4.

Τὰ Κράτη δύνανται νὰ ἐπικαλῶνται ἅπαντα τὰ μέσα ἀμύνης, παραγραφῆς καὶ περιορισμοῦ εὐθύνης, ὁποίων δύνανται νὰ ἐπικαλεσθοῦν τὰ ἰδιωτικὰ πλοῖα καὶ οἱ ἰδιοκτῆται αὐτῶν.

Ἐὰν εἶναι ἐπάναγκες νὰ ἐφαρμοσθῶσιν ἢ νὰ τροποποιηθῶσιν αἱ σχετικαὶ πρὸς τὰ μέσα ταῦτα ἀμύνης διατάξεις, παραγραφῆς καὶ περιορισμοῦ, πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ καταστῶσιν ἐφαρμόσιμοι ἐπὶ τῶν πολεμικῶν πλοίων ἢ ἐπὶ τῶν Κρατικῶν πλοίων τῶν περιλαμβανομένων εἰς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3ου ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, εἰδικὴ σύμβασις θέλει πρὸς τοῦτο συναφθῆ. Ἐν τῷ μεταξύ, τὰ ἀναγκαῖα μέτρα θὰ δύνανται νὰ ληφθῶσιν ὑπὸ τῶν Ἐθνικῶν Νόμων ἐντὸς τοῦ πνεύματος καὶ τῶν ἀρχῶν τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 5.

Ἐάν, ἐν τῇ περιπτώσει τοῦ ἄρθρου 3ου ὑφίσταται, ἐν τῇ κρίσει του ἐπιληφθέντος Δικαστηρίου ἀμφιβολία, ὡς πρὸς τὸ κυβερνητικὸν καὶ οὐχὶ ἐμπορικὸν χαρακτηρισμὸν τοῦ πλοίου ἢ τοῦ φορτίου, ἡ ὑπογραφομένη πιστοποίησις ὑπὸ τοῦ διπλωματικοῦ ἀντιπροσώπου τοῦ συμβαλλομένου Κράτους εἰς τὸ ὁποῖον ἀνήκει τὸ πλοῖον ἢ τὸ φορτίον, προσαγομένη, τῇ ἐπεμβάσει τοῦ Κράτους, ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων, ἐνώπιον τῶν ὁποίων ἐκκρεμεῖ ἡ διαφορά, κατέχει θέσιν ἀποδείξεως περὶ τοῦ ὅτι τὸ πλοῖον ἢ τὸ φορτίον ἐμπίπτει εἰς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3ου, ἀλλὰ μόνον πρὸς ἐπίτευξιν τῆς ἄρσεως κατασχέσεων, ἀπαγορεύσεων ἀπόπλου ἢ κατακρατήσεων διαταχθέντων δικαστικῶς.

Ἄρθρον 6.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως ἐφαρμόζονται εἰς ἕκαστον συμβαλλόμενον Κράτος, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν, νὰ μὴ εὐνοηθῶσιν ἐξ αὐτῆς τὰ μὴ συμβαλλόμενα Κράτη ἢ οἱ ὑπήκοοι αὐτῶν ἢ νὰ ἐξαρτήσωσι τὴν ἐφαρμογὴν αὐτῆς ἐκ τοῦ ὅρου τῆς ἀμοιβαιότητος.

Ἀφ' ἑτέρου, οὐδόλως κωλύεται συμβαλλόμενον Κράτος, νὰ ρυθμίζῃ, διὰ τῶν ἰδίων αὐτοῦ Νόμων, τὰ παραχωρούμενα εἰς τοὺς ὑπηκόους του δικαιώματα, ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων αὐτοῦ.

Ἄρθρον 7.

Ἐν καιρῷ πολέμου, ἕκαστον συμβαλλόμενον Κράτος ἐπιφυλλάσσεται τὸ δικαίωμα, διὰ κοινοποιουμένης εἰς τὰ ἕτερα συμβαλλόμενα Κράτη δηλώσεως, νὰ ἀναστείλῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμβάσεως, ὑπὸ τὴν ἔννοιαν ὅτι, ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, οὔτε τὰ ἀνήκοντα εἰς αὐτὸ ἢ ἐκμεταλλευόμενα ὑπ' αὐτοῦ πλοῖα, οὔτε τὰ ἀνήκοντα εἰς αὐτὸ

φορτία, δὲν θὰ δύνανται νὰ ἀποτελέσωσι ἀντικείμενα ἀπαγορεύσεως ἀπόπλου, κατασχέσεως ἢ κατακρατήσεως ὑπὸ ἀλλοτρίου δικαστηρίου, ἀλλ' ὁ πιστωτὴς θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἐγείρῃ τὴν ἀγωγὴν αὐτοῦ ἐνώπιον τοῦ δυνάμει τῶν ἄρθρων 2ου καὶ 3ου ἁρμοδίου Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 8.

Οὐδὲν ἐν τῇ παρούσῃ συμβάσει ὑφίσταται τὸ κωλύον ἢ θίγον τὰ δικαιώματα τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν νὰ λαμβάνωσι τὰ ὑπὸ τῶν δικαιωμάτων καὶ καθηκόντων τῆς οὐδετερότητος ἐπιβαλλόμενα ἢ ἐνδεικνυόμενα ἐνδεχομένως μέτρα.

Ἄρθρον 9.

Ἅμα τῇ λήξει τῆς προθεσμίας δύο ἐτῶν, τὸ βραδύτερον ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως ἡ Βελγικὴ Κυβέρνησις θὰ ἔλθῃ εἰς ἐπαφὴν μετὰ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τὰ ὁποῖα θὰ ἔχωσι κηρυχθῇ ἕτοιμα νὰ ἐπικυρώσωσιν αὐτὴν πρὸς λῆψιν ἀποφάσεως, ἐὰν δέον νὰ τεθῇ αὕτη ἐν ἰσχύϊ. Αἱ ἐπικυρώσεις θὰ κατατεθῶσιν ἐν Βρυξέλλαις κατὰ τὴν ἀπὸ κοινοῦ συμφώνου, μεταξὺ τῶν εἰρημένων Κυβερνήσεων, ὁρισθησομένην ἡμερομηνίαν. Ἡ πρώτη κατάθεσις ἐπικυρώσεων θὰ διαπιστωθῇ διὰ πρωτοκόλλου (ρηματικῆς διακοινώσεως), ὑπογεγραμμένου ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν Κρατῶν, οἱ ὁποῖοι θὰ συμμετάσχωσι καὶ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν τοῦ Βελγίου.

Αἱ μεταγενέστεραι καταθέσεις θὰ διεξάγωνται δι' ἐγγράφου ἀνακοινώσεως, ἀπευθυνομένης εἰς τὴν Βελγικὴν Κυβέρνησιν καὶ συνοδευομένης ὑπὸ τοῦ ἐπικυρωτικοῦ τίτλου.

Ἀκριβὲς ἐπιβεβαιωμένον ἀντίγραφον τοῦ σχετικοῦ πρὸς τὴν πρώτην κατάθεσιν ἐπικυρώσεως πρωτοκόλλου, τῶν ἐν τῷ προηγουμένῳ ἐδαφίῳ ἀναφερομένων ἀνακοινώσεων, ὡς καὶ τῶν ἐπικυρωτικῶν τίτλων, οἱ ὁποῖοι συνοδεύουσι ταύτας, θὰ ἐγχειρισθῇ ἀμέσως, τῇ φροντίδι τῆς Βελγικῆς Κυβερνήσεως καὶ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, εἰς τὰ ὑπογράψαντα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Κράτη ἢ εἰς τὰ προσχωρήσαντα εἰς αὐτήν.

Εἰς τὰς ἐν τῷ προηγουμένῳ ἐδαφίῳ προβλεπομένας περιπτώσεις, ἡ ρηθεῖσα Κυβέρνησις θὰ γνωστοποιήσῃ ταύτοχρόνως, τὴν ἡμερομηνίαν τῆς παραλαβῆς τῆς ἀνακοινώσεως.

Ἄρθρον 10.

Τὰ μὴ ὑπογράψαντα Κράτη δύνανται νὰ προσχωρήσωσιν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἀνεξαρτήτως, ἐὰν ἀντιπροσωπεύθησαν ἢ οὔ εἰς τὴν διεθνῆ Διάσκεψιν τῶν Βρυξελλῶν.

Τὸ βουλόμενον νὰ προσχωρήσῃ Κράτος ἀνακοινοῖ δι' ἐγγράφου τὴν πρόθεσιν αὐτοῦ εἰς τὴν Βελγικὴν Κυβέρνησιν, διαβιβάζον εἰς αὐτὴν τὴν πρᾶξιν προσχωρήσεως, ἡ ὁποία κατατίθεται εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς ρηθείσης Κυβερνήσεως.

Ἡ Βελγικὴ Κυβέρνησις διαβιβάζει ἀμέσως εἰς ὅλα τὰ ὑπογράψαντα ἢ προσχωρήσαντα Κράτη ἀκριβὲς ἐπίσημον ἀντίγραφον τῆς ἀνακοινωσεως ὡς καὶ τῆς πράξεως προσχωρήσεως, ἀναγράφουσα τὴν ἡμερομηνίαν τῆς παραλαβῆς τῆς ἀνακοινώσεως.

Ἄρθρον 11.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται, κατὰ τὴν ὑπογραφήν, τὴν κατάθεσιν τῶν ἐπικυρώσεων ἢ κατὰ τὴν προσχώρησίν των, νὰ δηλώσωσιν, ὅτι ἡ παραδοχή, τὴν ὁποίαν δίδουν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, δὲν ἐφαρμόζεται, εἴτε εἴς τινας, εἴτε εἰς οὐδεμίαν τῶν αὐτονόμων Κτήσεων, ἀποικιῶν, κατεχομένων ἐδαφῶν ἢ εἰς οὐδὲν τῶν προτεκτοράτων ἢ ὑπερθαλασσίων ἐδαφῶν, εὑρισκομένων ὑπὸ τὴν κυριαρχίαν ἢ ἐξουσίαν αὐτῶν. Συνεπῶς, δύνανται μεταγενεστέρως νὰ προσχωρήσωσι κεχωρισμένως, ἐν ὀνόματι τῆς μιᾶς ἢ τῆς ἄλλης τῶν αὐτονόμων τούτων Κτήσεων, ἀποικιῶν, κατεχομένων ἐδαφῶν ἢ τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἄλλου τῶν προτεκτοράτων ἢ ὑπερθαλασσίων ἐδαφῶν, ἀπεκλειομένων οὕτω τῆς ἀρχικῆς των δηλώσεως. Ὡσαύτως, δύνανται, συμμορφούμενα πρὸς τὰς διατάξεις ταύτας, νὰ καταγγείλωσι τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, κεχωρισμένως διὰ μίαν ἢ περισσοτέρας τῶν αὐτονόμων Κτήσεων, ἀποικιῶν, κατεχομένων ἐδαφῶν ἢ δι' ἓν ἢ περισσότερα προτεκτοράτα ἢ ὑπερθαλάσσια ἐδάφη εὑρισκόμενα ὑπὸ τὴν κυριαρχίαν ἢ ἐξουσίαν αὐτῶν.

Ἄρθρον 12.

Ἔναντι τῶν μετασχόντων εἰς τὴν πρώτην κατάθεσιν ἐπικυρώσεων Κρατῶν, ἡ παροῦσα Σύμβασις τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἓν ἔτος μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τοῦ πρωτοκόλλου ἐπὶ τῆς καταθέσεως ταύτης. Ὡς πρὸς τὰ Κράτη τὰ ὁποῖα θὰ τὴν ἐπικυρώσουν μεταγενεστέρως ἢ προσχωρήσουν εἰς αὐτήν, ὡς καὶ εἰς τὰς περιπτώσεις, καθ' ἃς ἡ ἔναρξις ἰσχύος θὰ ἔχῃ λάβει χώραν μεταγενεστέρως καὶ συνῳδὰ τῷ ἄρθρῳ 11ῳ ἡ Σύμβασις ἀρχεται ἰσχύουσα ἓξ μῆνας μετὰ τὴν παραλαβὴν ὑπὸ τῆς Βελγικῆς Κυβερνήσεως τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 9ον ἐδάφιον 2 καὶ εἰς τὸ ἄρθρον 10, ἐδάφιον 2, ἀνακοινώσεων.

Ἄρθρον 13.

Ἐὰν ἤθελε συμβῇ ἓν τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν νὰ θέλῃ νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἡ καταγγελία αὐτῆς ἀνακοινοῦται δι' ἐγγράφου εἰς τὴν Βελγικὴν Κυβέρνησιν ἡ ὁποία κοινοποιεῖ ἀμέσως ἀκριβὲς ἐπιβεβαιωμένον ἀντίγραφον τῆς ἀνακοινώσεως εἰς ἅπαντα τὰ ἄλλα Κράτη γνωστοποιοῦσα εἰς αὐτὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς παραλαβῆς αὐτῆς.

Ἡ καταγγελία καθίσταται τελεσφόρος, ἔναντι τοῦ Κράτους μόνον, τὸ ὁποῖον τὴν ἔχει ἀνακοινώσει καὶ ἓν ἔτος μετὰ τὴν λῆψιν τῆς ἀνακοινώσεως ὑπὸ τῆς Βελγικῆς Κυβερνήσεως.

Ἄρθρον 14.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Κράτος ἔχει τὸ προαιρετικὸν δικαίωμα νὰ προκαλέσῃ τὴν σύγκλησιν νέας διασκέψεως, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐπιζητήσεως τῶν μέσων τῶν δυνατὸν νὰ ἐπενεχθῶσιν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν βελτιώσεων, ἐκεῖνο δὲ ἐκ τῶν Κρατῶν, τὸ ὁποῖον θὰ ἔκαμνε χρῆσιν τοῦ προαιρετικοῦ τούτου δικαιώματος, δέον, ἓν ἔτος προηγουμένως, νὰ ἀνακοινώσῃ τὴν πρόθεσίν του εἰς τὰ ἄλλα Κράτη, μέσῳ τῆς Βελγικῆς Κυβερνήσεως, ἡ ὁποία φροντίζει δια τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως.

Ἐγένετο ἐν Βρυξέλλαις, εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον, τὴν 10ην Ἀπριλίου 1926.

Διὰ τὴν Γερμανίαν:

(ὑπ.) Φὸν Κέλλερ (Von Keller).
(υπ.) Γκόες (Goos).
(ὑπ.) Ρίχτερ (Richter).
(υπ.) Βερνερ (Werner).

Διὰ τὸ Βέλγιον:

(ὑπ.) Λουΐ Φράνκ (Louis Franck).
(υπ.) Ἀνρὶ Ρολὲν (Henri Rolin).
(ὑπ.) Σορ (Sohr).

Διὰ τὴν Βραζιλίαν:

(ὑπ.) Μ. Ντε Πιμεντέλ Μπραντάο (Ad Referendum) (M. De Pimentel Brandao).

Διὰ τὴν Χιλήν:

(ὑπ.) Ἀρμάνδο Κουεζέδα (Armando Quezeda).

Διὰ τὴν Δανίαν:

(ὑπ.) Κριστιὰν Σίντμπάλλε (Kristian Sindealle).

Διὰ τὴν Ἱσπανίαν: (Ad Referendum)

(ὑπ.) Λ. Μπενίτο (L. Benito).
(ὑπ.) Μίγκουελ ντὲ Ἀγγοῦλο (Miguel de Angulo).
(ὑπ.) Ζουὰν Γκομέζ Μοντέγιο (Juan Gomez Montejo).

Διὰ τὴν Ἐσθονίαν:

(ὑπ.) Χ. Πούστα (Ch. Pusta).

Διὰ τὴν Γαλλίαν:

(ὑπ.) Ντεγκράν (Degrand).
(υπ.) Πώλ ντὲ Ρονσιὲ (Paul de Ronsiers).
(ὑπ.) Γεώργιος Ρίπερ (Georges Ripert).

Διὰ τὴν Μεγάλην Βρεττανίαν: (Grande-Bretagne).

(ὑπ.) Λέσλι Σκότ (Ad Referendum) (Leslie Scott)
(ὑπ.) Χούγκ Γκόντλευ (Ad Referendum) (Hugh Godley)

Διὰ τὴν Οὐγγαρίαν:
(Ὑπ.) Βορακζίνσκυ (Woraczinczky).
Διὰ τὴν Ἰταλίαν:
(Ὑπ.) Μπιρλιγγιέρι (Berlingieri).
(Ὑπ.) Κάρλο Ρωσσέττη (Carlo Rossetti).
(Ὑπ.) Τορκουάτο Ζιαννίνη (Torquato Giannini).
Διὰ τὴν Ἰαπωνίαν:

Διὰ τὴν Λεττονίαν:

Διὰ τὸ Μεξικόν:
(Ὑπ.) Ράφ Καμπρέρα (Raf Cabrera) (Ad Referendum)
Διὰ τὴν Νορβηγίαν:
(Ὑπ.) Ε. Ἄλτεν (E. Altun).
Διὰ τὰς Κάτω Χώρας:
(Ὑπ.) Βὰν Βρεντεμπουρχ (Van Vredenburch).
(Ὑπ.) Ἄσσερ (Asser).
(Ὑπ.) Λόντερ (Loder).
(Ὑπ.) Γ. Βὰν Σλόοτεν (G. Van Slooten).
Διὰ τὴν Πολωνίαν καὶ τὴν Ἐλευθέραν Πόλιν τοῦ Δάντζιγ:

Διὰ τὴν Πολωνίαν μόνον:
(Ὑπ.) Σζέμπεκ (Szembek).
(Ὑπ.) Ι. Ναμιτκίεβιτς (J. Namitkiewiez).
Διὰ τὴν Πορτογαλλίαν:
(Ὑπ.) Ἀλβ. Ντ' Ὀλιβέιρα (Alb. d'Oliveira).
Διὰ τὴν Ρουμανίαν:
(Ad Referendum).
(Ὑπ.) Μπάλς (Bals).
Διὰ τὸ Βασίλειον τῶν Σέρβων, Κροατῶν καὶ Σλοβένων:
(Ὑπ.) Μιλοράντ Στραζνίσκυ (Milorad Straznisky).
(Ὑπ.) Α. Βερόνα (A. Verona).
(Ὑπ.) Ἰοβὰν Βουτχοβιτς (Yovan Voutchovitch), Ὑπουργὸς τῶν Σέρβων, Κροατῶν καὶ Σλοβένων.

Διὰ τὴν Σουηδίαν:
(Ad Referendum).
(Ὑπ.) Ἄλζετ Μπάζζε (Alget Bugge).

Ἀκριβὲς ἐπιβεβαιωμένον ἀντίγραφον.

Ἐν Βρυξέλλαις τῇ 5 Ἀπριλίου 1949.

Ὁ Προϊστάμενος τοῦ Τμήματος τῶν Συνθηκῶν.
(Ὑπογρ.) Ι. Α. ΝΤΕΝΟΕΛ

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Ὑπογραφὲν ἐν Βρυξέλλαις, τὴν 24ην Μαΐου 1934, πρόσθετον εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν, περὶ ἑνοποιήσεως κανόνων τινων, ἀναφερομένων εἰς τὰς ἀσυδοσίας τῶν Κρατικῶν Πλοίων, ὑπογραφεῖσαν ἐν Βρυξέλλαις τὴν 10ην Ἀπριλίου 1926.

Αἱ ὑπογράψασαι τὴν περὶ ἑνοποιήσεως κανόνων τινων ἀφορώντων τὰς ἀσυδοσίας τῶν Κρατικῶν Πλοίων Σύμβασιν Κυβερνήσεις ἀναγνωρίσασαι τὴν ἀνάγκην ὅπως καθορίσωσι τὴν ἔννοιαν διατάξεών τινων τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως, διώρισαν τοὺς ὑπογεγραμμένους πληρεξουσίους, οἱ ὁποῖοι, μετὰ τὴν ἐν καλῇ καὶ προσηκούσῃ μορφῇ, ἀναγνώρισιν τῶν μεταξύ των διαμειφθέντων πληρεξουσίων των, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἑξῆς:

1.

Ἐπὶ τῶν ἀναφυεισῶν ἀμφιβολιῶν ἐπὶ τοῦ ζητήματος, ἐὰν καὶ ἐν τίνι μέτρῳ, αἱ λέξεις «ἐκμεταλλευόμεναι ὑπ' αὐτοῦ» τοῦ ἄρθρου 3 τῆς Συμβάσεως, ἐφαρμόζωνται ἢ θὰ ἠδύναντο νὰ ἑρμηνευθῶσιν ὡς ἐφαρμοζόμεναι εἰς τὰ ὑπὸ Κράτους τινος ναυλωνόμενα πλοῖα εἴτε διὰ χρονοναυλώσεως εἴτε κατὰ ταξείδιον, ἡ κατωτέρω δήλωσις ἐγένετο, πρὸς ἄρσιν τῶν ἀμφιβολιῶν τούτων:

«Πλοῖα ναυλούμενα ὑπὸ τῶν Κρατῶν, εἴτε διὰ χρονοναυλώσεως, εἴτε κατὰ ταξείδιον, ἐφ' ὅσον ἔχουσι, διὰ κυβερνητικὴν ἀποκλειστικῶς ὑπηρεσίαν ναυλωθῇ καὶ οὐχὶ ἐμπορικήν, ὡς καὶ τὰ ὑπὸ τῶν πλοίων τούτων μεταφερόμενα φορτία, δὲν δύνανται νὰ ἀποτελῶσιν ἀντικείμενον κατασχέσεων, ἀπαγορεύσεως ἀπόπλου ἢ οἱωνδήποτε κατακρατήσεων, ἀλλ' ἡ ἀσυδοσία αὕτη δὲν ἐπιφέρει οὐδεμίαν βλάβην εἰς πάντα ἄλλα δικαιώματα ἢ τοιαῦτα προσφυγῆς τυχὸν ἀνήκοντα εἰς τοὺς ἐνδιαφερομένους· πᾶσα διαπίστωσις παρεχομένη ὑπὸ τοῦ διπλωματικοῦ Ἀντιπροσώπου τοῦ διαδίκου Κράτους, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 5 τῆς Συμβάσεως, δέον νὰ ἀποτελῇ ἐπίσης, ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, ἀπόδειξιν περὶ τῆς φύσεως τῆς ὑπηρεσίας εἰς ἣν τὸ πλοῖον ἀπασχολεῖται».

2.

Διὰ τὴν ἐν τῷ ἄρθρῳ 3 παραγράφῳ 1 προβλεπομένην ἐξαίρεσιν, ἐννοεῖται, ὅτι ἡ ὑπὸ τοῦ Κράτους ἀποκτηθεῖσα κυριότης τοῦ πλοίου ἢ ὑπὸ τοῦ Κράτους διενεργηθεῖσα ἐκμετάλλευσις τοῦ πλοίου, κατὰ τὸν χρόνον τῆς λήψεως τῶν μέτρων κατασχέσεως, ἀπαγορεύσεως ἀπόπλου ἢ κατακρατήσεως, ἐξομοιοῦνται πρὸς τὴν ὑφισταμένην κυριότητα ἢ διενεργηθεῖσαν ἐκμετάλλευσιν κατὰ τὸν χρόνον τῆς γεννέσεως τῆς ἀπαιτήσεως.

Κατὰ συνέπειαν τὸ ἄρθρον τοῦτο δύναται νὰ τὸ ἐπικαλῆται πᾶν Κράτος, ὑπὲρ τῶν εἰς αὐτὸ ἀνηκόντων ἢ ὑπ' αὐτοῦ ἐκμεταλλευομένων πλοίων κατὰ τὸν χρόνον τῶν μέτρων κατασχέσεως, ἀπαγορεύσεως ἀπόπλου ἢ κατακρατήσεως, ἐὰν ταῦτα προορίζωνται ἀποκλειστικῶς διὰ κυβερνητικὴν καὶ οὐχὶ ἐμπορικὴν ὑπηρεσίαν.

3.

Ἐννοεῖται, ὅτι ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 5 τῆς Συμβάσεως, οὐδὲν κώλυμα ὑφίσταται διὰ τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη, νὰ παρίστανται αὐτὰ ταῦτα, συμμορφούμενα πρὸς τὴν ὑπὸ τῶν Ἐθνικῶν Νόμων προβλεπομένην διαδικασίαν, ἐνώπιον τῆς ἐπιληφθείσης τῆς διαφορᾶς δικαστικῆς Ἀρχῆς καὶ νὰ προσαγάγωσι τὴν ἐν τῷ ρηθέντι ἄρθρῳ προβλεπομένην βεβαίωσιν.

4.

Τῆς Συμβάσεως μὴ θιγούσης κατ' οὐδὲν τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τῶν ἐμπολέμων καὶ τῶν οὐδετέρων, τὸ ἄρθρον 7 δὲν ἀντίκειται, κατ' οὐδένα τρόπον εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τῶν δεόντως συνισταμένων Δικαστηρίων Λειῶν.

5.

Ἐννοεῖται ὅτι οὐδὲν ἐν ταῖς διατάξεσι τοῦ ἄρθρου 2 τῆς Συμβάσεως ὑφίσταται τὸ περιορίζον καὶ θίγον καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἐθνικῶν δικονομικῶν κανόνων, εἰς τὰς ὑποθέσεις, εἰς τὰς ὁποίας τὸ Κράτος λαμβάνει μέρος.

6.

Εἰς περιπτώσεις, καθ' ἃς πρόκειται περὶ διεξαγωγῆς ἀποδείξεων ἢ προσαγωγῆς ἐγγράφων, ἐὰν, κατὰ τὴν γνώμην τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως, τοιαῦται ἀποδείξεις δὲν δύνανται νὰ διεξαχθῶσι ἢ τοιαῦτα ἔγγραφα νὰ προσαχθῶσιν, ἄνευ ἐπιβλαβῶν συνεπειῶν διὰ τὰ Ἐθνικὰ συμφέροντα, ἡ ἐν λόγῳ Κυβέρνησις δύναται νὰ ἀπόσχῃ, ἐπικαλουμένη τὴν προστασίαν τῶν ἐθνικῶν τούτων συμφερόντων.

Εἰς πιστοποίησιν τῶν ὡς ἄνω, οἱ ὑπογεγραμμένοι δεόντως πληρεξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων αὐτῶν, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν πρόσθετον Πρωτόκολλον, τὸ ὁποῖον θεωρεῖται ὡς ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος τῆς εἰς ἣν ἀναφέρεται, ἀπὸ τῆς 10ης Ἀπριλίου 1926, Συμβάσεως.

Ἐγένετο ἐν Βρυξέλλαις, τὴν 24ην Μαΐου 1934, εἰς ἕν μόνον ἀντίτυπον, τὸ ὁποῖον κατατίθεται εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Βελγικῆς Κυβερνήσεως.

Διὰ τὴν Γερμανίαν:
(Ὑπ.) Κόμης Ἄντελμανν φὸν Ἀντελμανφέλντεν (Graf Adelmann V. Adelmanfelden).

Διὰ τὸ Βέλγιον:
(ὑπ.) Χύμανς (Hymans).
Διὰ τὴν Βραζιλίαν:
(ὑπ.) Ὀκτάβιος Φιάλχο (Octavio Fialho).
Διὰ τὴν Χιλήν:
(ὑπ.) Ι. Βαλντὲς - Μενδεβίλλ (J. Valdes - Mendevilie).
Διὰ τὴν Δανίαν:
(ὑπ.) Ο. Κράγκ (O. Krag).
Διὰ τὴν Ἱσπανίαν:
(ὑπ.) Μ. Ἀγκίρρε ντὲ Κάρσερ (M. Aguirre de Carcer).
Διὰ τὴν Ἐσθονίαν:
(ὑπ.) Ὄττο Στράντμαν (Otto Strandman).
Διὰ τὴν Γαλλίαν:
(ὑπ.) Π. Κλωντὲλ (P. Claudel).
Διὰ τὴν Μεγάλην Βρεττανίαν καὶ Ἰρλανδίαν τοῦ Βορρᾶ:
(ὑπ.) Ἔσμοντ Ὄβευ (Esmond Ovey).
Διὰ τὴν Οὐγγαρίαν:
(ὑπ.) Κόμης Ὀλιβιὲ Βορακζιέσκι (Compte Olivier Woraczieski).
Διὰ τὴν Ἰταλίαν:
(ὑπ.) Βαννουτέλλε-Ρέυ (Vannutelli-ray).
Διὰ τὸ Μεξικόν:
(ὑπ.) Γ. Β. Σάντος (G. W. Santos).
Διὰ τὴν Νορβηγίαν:
(ὑπ.) Β. Μ. Ἰοχαννέσσεν (W. M. Johannessen).
Διὰ τὰς Κάτω Χώρας:
(ὑπ.) Τγάρντα Βὰν Στάρκενμποργκ (Tjarda Van Starkenburgh).
Διὰ τὴν Πολωνίαν:
(ὑπ.) Ταντεουσζ Ἰακώβσκι (Tadeusz JackonWski).
Διὰ τὴν Πορτογαλλίαν:
(ὑπ.) Ἀλβ. ντ' Ὀλιβέιρα (Alb. d'Oliveira).
Διὰ τὴν Ρουμανίαν:
(ὑπ.) Δ. Γκίκα (D. Ghika).
Διὰ τὴν Σουηδίαν:
(ὑπ.) Γ. ντὲ Ντάρντελ (G. De Dardel).
Διὰ τὴν Γιουγκοσλαβίαν:
(ὑπ.) Π. Πέσιτς (P. Pechitch).

Ἀντίγραφον βεβαιωθὲν Ἀκριβὲς
Ἐν Βρυξέλλαις τῇ 14 Μαρτίου 1949.

Ὁ Προϊστάμενος τοῦ Τμήματος τῶν Συνθηκῶν
(ὑπ.) Ἰούλ. Α. ΝΤΕΝΟΕΛ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Περὶ καθορισμοῦ τῶν ἀποδοχῶν τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ταμείου Συντάξεων Μηχανικῶν καὶ Ἐργοληπτῶν Δημοσίων Ἔργων.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὴν παράγραφον 2 τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 1538)50 Ἀν. Νόμου, τὸ ἄρθρον 2 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 2125)43 Ν. Δ., τὰς διατάξεις τοῦ ὑπ' ἀριθ. 1537)50 Α. Νόμου, ὡς καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 59058 τῆς 24-9-49 Κοινὴν ἀπόφασιν τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Δημοσίων Ἔργων, δι' ἧς αἱ μηνιαῖαι ἀποδοχαὶ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ του Ταμείου Συντάξεων Μηχανικῶν καὶ Ἐργοληπτῶν, καθωρίσθησαν ἴσαι πρὸς τὰς ἀποδοχὰς τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ Δημοσίων Ἔργων, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν.

Ἄρθρον μόνον.

Αἱ ἀπὸ 1ης Ἰουλίου 1950 μηνιαῖαι ἀποδοχαὶ τοῦ ἠδη Γενικοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ταμείου Συντάξεων Μηχανικῶν καὶ Ἐργοληπτῶν Δημοσίων Ἔργων λεκτημένου δίπλωμα Ἀνωτάτης Τεχνικῆς Σχολῆς, ὁρίζονται ἴσαι πρὸς τὰς ἀποδοχὰς τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ Δημοσίων Ἔργων πρὸς ὃν οὗτος ἐξομοιοῦται βαθμολογικῶς καὶ μισθολογικῶς.

Εἰς τὸν Ἡμέτερον ἐπὶ τῶν Δημοσίων Ἔργων Ὑπουργὸν ἀνατίθεται ἡ δημοσίευσις καὶ ἐκτέλεσις τοῦ παρόντος Δ)τος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Δεκεμβρίου 1950.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος
ΣΟΦ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

Ὁ Ἀντιπρόεδρος
Γ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

Τὰ Μέλη

Α. ΘΕΟΛΟΓΙΤΗΣ, Σ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Ν. ΖΕΡΒΑΣ, Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Α. ΛΑΜΠΡΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Ε. ΚΟΘΡΗΣ, Ι. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΤ. ΧΟΥΤΑΣ, Κ. ΑΛΕΞΑΝΔΡΙΔΗΣ, Α. ΒΓΕΝΟΠΟΥΛΟΣ.

(3)

Περὶ κατεργασίας ἐγχωρίων σύκων καὶ ἀποσύκων πρὸς οἰνοπνευματοποίησιν.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 5 παράγραφος 7α τοῦ ἀπὸ 14.2.1939 Β. Διατάγματος «Κώδικος τῶν νόμων περὶ φορολογίας τοῦ οἰνοπνεύματος» καὶ τὸ ἄρθρον 24 τοῦ πρὸς ἐκτέλεσιν τοῦ Νόμου 971)1917 Β. Διατάγματος τῆς 25.12.1917, ὡς τοῦτο ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη μεταγενεστέρως προτάσει τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου στηριζομένη εἰς γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Φορολογίας Οἰνοπνεύματος, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἐπιτρέπεται εἰς τοὺς κατὰ τὴν παράγραφον 5 τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ «Κώδικος τῶν νόμων περὶ φορολογίας τοῦ οἰνοπνεύματος» καθ' ὅλον τὸ Κράτος ἐργαζομένους οἰνοπνευματοποιοὺς Β' κατηγορίας ὅπως, ἐντὸς τῶν ὑπὸ τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου τοῦ Κώδικος ὁριζομένων ὑλῶν, κατεργάζωνται μέχρι τῆς 28 Φεβρουαρίου 1951 ἐγχώρια σῦκα καὶ ἀπόσυκα πρὸς παραγωγὴν οἰνοπνεύματος δυναμένου νὰ διατεθῇ πρὸς οἱανδήποτε χρῆσιν.

Τὸ ἐκ τῶν σύκων καὶ ἀποσύκων τούτων παραχθησόμενον οἰνόπνευμα κατὰ τὸ ὡς ἀνωτέρω ὁριζόμενον χρονικὸν διάστημα δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸ ποσὸν τῶν 500.000 χιλιογράμμων ἀνύδρου οἰνοπνεύματος.

Εἰς τὸν Ἡμέτερον ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Δεκεμβρίου 1950

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος
ΣΟΦ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

Ὁ Ἀντιπρόεδρος
Γ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

Τὰ Μέλη

Σ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ, Α. ΛΑΜΠΡΟΠΟΥΛΟΣ, Ν. ΖΕΡΒΑΣ, ΣΤ. ΧΟΥΤΑΣ, Κ. ΑΛΕΞΑΝΔΡΙΔΗΣ, Α. ΒΓΕΝΟΠΟΥΛΟΣ.

(4)

Περὶ συστάσεως Πρεβαντορίου τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α. ἐν Κερκύρᾳ.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν α) τὰς διατάξεις τοῦ ὑπ' ἀριθ. 478)47 Ν. Δ. «περὶ Πρεβαντορίων», β) σχετικὴν αἴτησιν τοῦ Πατριωτικοῦ Ἱδρύματος Κοινωνικῆς Προνοίας καὶ Ἀντιλήψεως περὶ συστάσεως Πρεβαντορίου ἐν Κερκύρᾳ καὶ λειτουργίας αὐτοῦ εἰς τὰς ἐν τῇ πόλει ταύτῃ ἰδιοκτήτους ἐγκαταστάσεις του, γ) τὰς διατάξεις τοῦ Ν. 788)43, δ) σύμφωνον γνώμην τοῦ Συμβουλίου Μητρότητος καὶ Παιδικῶν Ἡλικιῶν, ληφθεῖσαν κατὰ τὴν ὑπ' ἀριθ. 6)17-2-50 συνεδρίαν αὐτοῦ, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν.

Ἄρθρον 1.

Χορηγοῦμεν εἰς τὸ Π.Ι.Κ.Π.Α. ἄδειαν συστάσεως καὶ λειτουργίας Πρεβαντορίου ἐν Κερκύρᾳ καὶ εἰς τὰς ἰδιοκτήτους αὐτοῦ ἐγκαταστάσεις ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Πρεβαντόριον Κερκύρας ὁ «Ἅγιος Σπυρίδων» δυνάμει μέχρις ἑκατὸν (100) κλινῶν, διεπόμενον ὑπὸ τοῦ Ν. Δ)τος 478)47 «περὶ Πρεβαντορίων», τοῦ Α. Ν. 1950)39 «περὶ ὀργανώσεως τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α.» καὶ τοῦ εἰς ἐκτέλεσιν τοῦ νόμου τούτου ἐκδοθέντος Β. Δ)τος ἀπὸ 31-10-40 «περὶ ὀργανισμοῦ, διοικήσεως καὶ οἰκονομικῆς διαχειρίσεως τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α.» καὶ τοῦ ὀργανισμοῦ τοῦ οἰκείου Παραρτήματος τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α.

Ἄρθρον 2.

Τὸ προσωπικὸν τοῦ κατὰ τὸ ἄρθρον 1 συνιστωμένου Πρεβαντορίου ἀποτελεῖται :

1) Ἐκ μιᾶς Προϊσταμένης, ἐπὶ μηνιαίῳ βασικῷ μισθῷ μέχρι 4.000 δραχμῶν.

2) Ἐκ μιᾶς βοηθοῦ αὐτῆς ἐπὶ μηνιαίῳ βασικῷ μισθῷ μέχρι 3.000 δραχμῶν.

3) Ἐξ ἑνὸς Διαχειριστοῦ, ἐπὶ μηνιαίῳ βασικῷ μισθῷ 2.500 δραχμῶν.

4) Ἐκ τριῶν ὑπευθύνων θαλάμων, ἐπὶ μηνιαίῳ βασικῷ μισθῷ μέχρι 2.500 δραχμῶν καὶ τριῶν βοηθῶν αὐτῶν μέχρι 2.000 δραχμῶν.

5) Ἐξ ἑνὸς ἰατροῦ, ἐπὶ μηνιαίῳ βασικῷ μισθῷ μέχρι 4.000 δραχμῶν.

6) Ἐκ μιᾶς Νοσοκόμου, ἐπὶ μηνιαίῳ βασικῷ μισθῷ μέχρι 3.000 δραχμῶν ἢ βοηθοῦ Νοσοκόμου, ἐπὶ μηνιαίῳ βασικῷ μισθῷ μέχρι 2.000 δραχμῶν, καὶ

7) Μέχρις ὀκτὼ (8) ἡμερομισθίων ἐργατῶν (μαγείρου, καθαριστρίας, φύλακος κλπ.), ἐπὶ ἡμερομισθίῳ καθοριζομένῳ ὑπὸ τῆς Διοικούσης Ἐπιτροπῆς τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α., βάσει τῶν ἑκάστοτε ἰσχυουσῶν ἀποφάσεων περὶ ἀποδοχῶν κλπ. τοῦ προσωπικοῦ τῶν Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου.

Δύναται ἡ Διοικοῦσα Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἱδρύματος ἀντὶ διορισμοῦ νὰ ἀναθέτῃ τὰ καθήκοντα τοῦ ἰατροῦ εἰς ὑπηρετοῦντας παρὰ τῷ Παραρτήματι ἰατρούς, ἐπὶ καταβολῇ εἰς αὐτοὺς μόνον τῶν ὁδοιπορικῶν ἐξόδων μεταβάσεως καὶ ἐπιστροφῆς, βάσει ἡμερολογιακῆς καταστάσεως.

Ἄρθρον 3.

α Προϊσταμένη διορίζεται ἡ κεκτημένη πτυχίον Σχολῆς Ἐπισκεπτριῶν ἢ Νοσοκόμων τριετοῦς φοιτήσεως καὶ ἐν ἐλλείψει τοιαύτης τῆς Σχολῆς μονοετοῦς φοιτήσεως τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α.

β) Βοηθὸς Προϊσταμένης διορίζεται ἡ κεκτημένη πτυχίον Σχολῆς Ἐπισκεπτριῶν Ἀδελφῶν τριετοῦς φοιτήσεως ἢ, ἐν ἐλλείψει τοιαύτης, τῆς Σχολῆς μονοετοῦς φοιτήσεως τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α. ἢ κεκτημένη ἀπολυτήριον Γυμνασίου ἢ Ἐμπορικῆς Σχολῆς ἢ Παρθεναγωγείου ἢ ἄλλου ἰσοτίμου σχολείου ἡμεδαπῆς, προτιμωμένης τῆς ἐχούσης ἐτησίαν τοὐλάχιστον προϋπηρεσίαν παρ' ὑγειονομικῷ Ἱδρύματι ἢ Ὑγειονομικῇ Ὑπηρεσίᾳ.

γ) Νοσοκόμος διορίζεται ἡ κεκτημένη πτυχίον Σχολῆς Νοσοκόμων ἢ Ἐπισκεπτριῶν τριετοῦς φοιτήσεως ἢ ἐλλείψει τοιαύτης, μονοετοῦς φοιτήσεως τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α.

δ) Ὑπεύθυνος θαλάμου διορίζεται ἡ κεκτημένη πτυχίον μονοετοῦς φοιτήσεως τοῦ Πατριωτικοῦ Ἱδρύματος ἢ ἀπολυτήριον Γυμνασίου ἢ ἰσοτίμου σχολείου καὶ λοιπὰ οὐσιαστικὰ προσόντα.

ε) Βοηθὸς ὑπευθύνου καὶ Βοηθὸς Νοσοκόμου διορίζεται ἡ ἔχουσα προϋπηρεσίαν εἰς παρεμφερεῖς ὑπηρεσίας.

στ) Διαχειριστὴς—Ἀποθηκάριος διορίζεται ὁ κεκτημένος ἀπολυτήριον Γυμνασίου ἢ Ἐμπορικῆς Σχολῆς ἢ ἄλλης ἰσοτίμου ἡμεδαπῆς ἢ ἀλλοδαπῆς Σχολῆς.

Ἄρθρον 4.

Μέχρις ἐκδόσεως τοῦ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ Ν. 478)47 «περὶ Πρεβαντορίων» προβλεπομένου Β. Δ)τος, διὰ τὴν πρόσληψιν ἐντὸς τοῦ προβλεπομένου ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος ὁρίου τοῦ ἀναγκαιοῦντος προσωπικοῦ τὴν ἀπόλυσιν αὐτοῦ, τὴν ἐπιβολὴν πειθαρχικῶν ποινῶν, χορήγησιν κανονικῶν καὶ ἀναρρωτικῶν ἀδειῶν κλπ., ἐφαρμόζονται αἱ διέπουσαι τὰς ὑπηρεσίας τοῦ Πατριωτικοῦ Ἱδρύματος διατάξεις.

Ἄρθρον 5.

Τὸ προσωπικὸν τοῦ Πρεβαντορίου χρησιμοποιεῖται καὶ διὰ τὴν λειτουργίαν τῶν θερινῶν κατασκηνώσεων.

Ἄρθρον 6.

Δι' ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ συνταχθησομένου ὑπὸ τῆς Διοικούσης Ἐπιτροπῆς τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α. καὶ ἐγκρινομένου ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῆς Προνοίας κανονισθήσονται εἰδικώτερον τὰ τῆς λειτουργίας τοῦ Πρεβαντορίου καὶ τὰ τῶν καθηκόντων τοῦ προσωπικοῦ αὐτοῦ.

Εἰς τοὺς ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας καὶ Οἰκονομικῶν Ὑπουργοὺς ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Δεκεμβρίου 1950.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Οἱ Ὑπουργοί

Ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐπὶ τῆς Κοινων. Προνοίας Φ. ΖΑΪΜΗΣ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως, ἔχουσι καθορισθῆ ὡς κάτωθι:

Α' ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δρχ.	150.000
2. » » » Β'	»	100.000
3. » » » Γ'	»	100.000
4. » » Παράρτημα	»	100.000
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν...	»	250.000
6. » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»...	»	100.000
7. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	50.000
8. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	700.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν ὡρίσθη ὡς ἑξῆς:

1) Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δρχ.	10.000
2) » » » Β'.	»	5.000
3) » » » Γ'	»	5.000
4) » » Παράρτημα	»	5.000
5) » » Δελτίον Ἀνων. Ἑταιρειῶν ...	»	20.000
6) » » Πράξεις Νομ. Προσώπων Δ. Δ.	»	5.000
7) » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησ.	»	2.000
8) Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	40.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσιν ὁλόκληρον τὸ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστόν.

Β' ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ Ε. Κ.

Ἡ τιμὴ ἑκάστου φύλλου τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως ὡρίσθη εἰς Δραχ. 1.000.

Γ' ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

1. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν:

Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δρχ.	24.000
Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.	»	1.500.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	Δρχ.	300.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	»	150.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ Β. Δ. 20)5)1939	»	25.000
6. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνων. Ἑταιρειῶν	»	300.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζιτικῶν Ἑταιρειῶν	»	120.000
8 Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ ἀναβολῆς συγκλήσεως τῶν γενικῶν συνελεύσεων τῶν Ἀνων. Ἑταιρειῶν.	»	150.000
9 Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν σχέσεων περιουσιακῶν στοιχείων....	»	300.000
10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	60.000
11. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσωπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	»	100.000
12 Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνων. Ἑταιρειῶν	»	1.000.000

11. Εἰς τὸ Παράρτημα Ε. Κ.

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	25.000
2 Τῶν κτειῶν πωλήσεων ἰαματικῶν ὑδάτων	»	200.000

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω τελῶν ὡρίσθη εἰς 5 ο)ο.

Δ' ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ — ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΣ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ

1. Αἱ συνδρομαὶ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως (γραμματίου παραλαβῆς ἢ διπλοτύπου Εἰσπράξεως), ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται Ἀθήνας μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου) ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι ταῦτα εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 3078.3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΒΟΝΕΟ 185) Ἐγκυκλίου Διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ.

Ὁ Διευθυντὴς

ΙΩΑΝΝΗΣ ΣΕΡΡΑΙΟΣ

(Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.